

Compte-rendu CT « eau et urbanisme »

La **Commission thématique « eau et urbanisme »** s'est réunie pour une première séance de travail le 11 décembre 2023, en format mixte.

Liste des participants

Angélique Berthail	CD42
Anne-Flore Estable	CD42
Carole Berland	Roannaise de l'eau
Christophe Riocreux	EPURES
David Perratone	SEM
Gauthier Llexa	DDT42
Gonzague de Montmagner	CD42/EPL
Julie-Faure Laurent	CD42
Justin Desfonds	CD42
Laurent Drillon	SCoT Sud-Loire
Lucien Guillot	Président SIEP BOMBARDE
Mathieu Mouragne	SIEP BOMBARDE
Paul Berthet	LFA
Vincent Roger	COPLER
Xavier de Villèle	SMAELT

Excusés

Claire Gardon	CCFE
Maryline Thollot	SIMACOISE
Nicolas Charretier	CA42

Éléments transversaux

❖ *Sur les orientations et la structure du futur schéma*

Resserrer le SAGE et rendre plus visible sa stratégie. Chaque disposition doit réellement être constitutive du SAGE, être un reflet précis des priorités de la CLE et non un catalogue d'intentions sans réelle portée juridique (cf. la CLE recommande, préconise, encourage, etc.). Des objectifs recentrés renforceront la légitimité de la CLE sur les thématiques qu'elle aura jugée prioritaires et faciliteront le rendre compte (en réunion, pour l'élaboration du bilan d'activités, des indicateurs de suivi, etc.).

Conserver autant que possible le **principe de subsidiarité** des règles pour encourager la prise en compte des enjeux émergents par les territoires (pour amélioration des connaissances et montée en compétences).

Le SAGE est à la fois une plateforme de négociation et un producteur de connaissance. Il est aujourd'hui indispensable de mieux répondre aux besoins des territoires en matière de **production/diffusion des données locales et actualisées**.

❖ *Sur la méthodologie de la révision*

Nécessité de se coordonner dans le temps avec les travaux des autres commissions thématiques et de pouvoir disposer des résultats de l'étude HMUC avant d'engager les réflexions sur certaines dispositions (ex : études ABR, importation AEP, etc.).

❖ *Sur la thématique « eau et urbanisme »*

« **Ralentir le cycle de l'eau en favorisant les solutions fondées sur la nature** » peut constituer le fil directeur du SAGE sur la thématique « eau et urbanisme ».

Être attentif aux possibles « injonctions contradictoires » entre les codes de l'urbanisme et de l'environnement, comme aux modifications réglementaire issues du prochain **décret de modernisation des SAGE**.

De manière générale, proposer des règles mais laisser les rédacteurs des documents d'urbanisme choisir l'outil réglementaire le plus adapté pour les mettre en œuvre.

Plus que le SDAGE, le SAGE doit être le **document de référence** « intégrateur » et « facilitateur » pour les acteurs locaux de l'urbanisme sur les thématiques de l'eau.

Il est **nécessaire de produire ou de compiler plus de données à jour et localisées** pour garantir la prise en compte des thématiques « eau » dans les documents d'urbanisme (ZH, ZEC, corridors d'écoulement, etc.) et enrichir l'observatoire « eau et urba »¹.

Le SAGE doit pointer tous les éléments que les SCoT doivent prendre en compte et utiliser un **vocabulaire adapté** aux rédacteurs des documents d'urbanisme.

Point d'interrogation : le SAGE a-t-il besoin de descendre jusqu'aux PLU pour éviter un double effet de dilution de compatibilité SAGE/SCoT puis SCoT/PLU ?

Point de vigilance : le PLU est document « intégrateur », toutes les données « eau » doivent être intégrées dans son état des lieux et donc identifiées/fléchées par le SAGE.

Orientations : en fonction des sujets et des priorités, s'adresser au SCoT et/ou au PLU, en jouant sur le degré de précision de la disposition et en s'appuyant sur les données produites par le SAGE, source de légitimation et d'acceptabilité.

- lister les thématiques destinées prioritairement aux SCoT et/ou aux PLU.
- élaborer un document technique de transposition du PAGD et du règlement du SAGE dans les PLU, PLUi et SCoT (cf. notice urbanisme du prochain décret de modernisation des SAGE)
- inscrire une disposition permettant de faire contribuer la CLE de manière systématique à l'élaboration des documents de planification (SCoT et PLU-I) et de programmation d'un bassin en rendant des avis techniques, même si le SAGE est en cours de révision.

Sur les dispositions existantes

Cf. tableaux de synthèse suivants.

¹ https://www.epures.com/eobs/eobserv_environnement/index.html (données « eau »)

Disposition n°4.2.2 Informer les riverains sur le risque d'inondation

Le SAGE **encourage** les communes à informer les riverains résidant dans les zones inondables et les « corridors d'écoulement » ou zones de stagnation des eaux de ruissellement définies au niveau du zonage d'assainissement pluvial ou au PPRNI, sur :

- le risque lié au ruissellement ou à la concentration des eaux pluviales,
- le risque lié au débordement des cours d'eau,
- la vulnérabilité de leur propriété, les moyens dont ils disposent pour limiter cette vulnérabilité et les pratiques à risque dans ces secteurs (stockage de matériaux flottants non arrimés en travers de l'axe de ruissellement, construction de clôtures en mur plein, stockage de produits à risque, etc.).

L'information des riverains peut être faite par :

- l'émission de supports de communication et d'information,
- une information via bulletin municipal,
- le maintien à disposition du PLU en Mairie,
- des réunions publiques,
- le DICRIM (Document d'information communal sur les risques majeurs- cf. Code de l'Environnement (CE), articles R125-9 à R125-14.)

Pour une réalisation effective de l'objectif visé, le SAGE invite les communes à renouveler cette information tous les 2 ans.

Le SAGE invite les structures de bassins versants à la mise en place de repères de crue et au lever des laisses suite aux crues.

Localisation : périmètre du SAGE Loire en Rhône Alpes

Localisation : ensemble du périmètre du SAGE

Disposition n°4.2.3 Réduire la vulnérabilité dans les zones inondables des cours d'eau

Le SAGE **invite** les auteurs des documents d'urbanisme à prendre en compte la réduction de la vulnérabilité au débordement de cours d'eau.

Par exemple, dans les zones inondables déjà construites, les aménagements publics et l'habitat peuvent faire l'objet d'une réflexion pour limiter le risque pour les riverains : construction sur vide sanitaire, pas de garage enterré, rehausse des trottoirs en entrée de garage, suppression des obstacles à l'écoulement, aménagement de zones de stockage de l'eau...

La réduction individuelle de la vulnérabilité des habitations et des entreprises doit faire l'objet d'initiatives locales (collectivités territoriales ou leurs groupements), par exemple dans le cadre des Opérations Programmées pour l'Amélioration de l'Habitat (OPAH), Opérations de Renouvellement Urbain.

Un appui concernant l'information sur le risque d'inondation et la réduction de la vulnérabilité par l'Établissement Public Loire est possible.

Disposition n°4.2.4 Réfléchir à la mise en place d'alerte aux crues sur les principaux affluents de la Loire

La CLE **suit** la mise en place du système d'alerte aux crues par Saint Etienne Métropole, qui peut être une action à étendre à d'autres secteurs du périmètre du SAGE.

Localisation : périmètre du SAGE Loire en Rhône Alpes

Synthèse des échanges

Le SAGE 2014 abordait le volet inondation car le SDAGE de l'époque le faisait encore avant l'avènement du PGRI. Au-delà de la problématique du ruissellement, qui est un enjeu spécifique du territoire et qui est à actualiser et renforcer dans le futur SAGE, faut-il conserver un volet spécifique inondation au sens strict, sachant que l'on vise un document plus compact, recentré sur les **enjeux du territoire** et l'atteinte **des objectifs DCE** ?

Les options suivantes sont à étudier :

- Faire un simple renvoi au PGRI en introduction du document, en précisant que la thématique inondation sera abordée de manière transversale, sous l'angle de l'adaptation au changement climatique notamment ;
- Proposer une disposition de type « check-list » des enjeux inondation pour conserver le caractère intégrateur de l'ensemble des enjeux « eau » du SAGE, puis renvoyer au PGRI ;
- Intégrer plutôt une telle disposition dans la notice « eau et urbanisme » que devrait demander le futur décret de modernisation des SAGE au niveau des annexes du schéma.

Proposition : attendre le décret de modernisation des SAGE pour disposer de plus d'information sur le projet de notice « eau et urbanisme »

Dernière minute : consultation du public sur le projet de décret :

<https://www.consultations-publiques.developpement-durable.gouv.fr/projet-de-decret-relatif-aux-schemas-d-amenagement-a2999.html>

Disposition n°1.6.2 Préserver l'espace de mobilité du fleuve Loire entre le barrage de Grangent et le barrage de Villerest.

Le SAGE identifie l'espace de mobilité du fleuve Loire à partir d'un travail réalisé par l'École des Mines de Saint Etienne, sous la conduite des services de l'État.

En réponse à l'enjeu d'atteinte du Bon Potentiel Écologique sur le Fleuve Loire, notamment du transport solide et de la morphologie des milieux aquatiques, le SAGE fixe comme objectif la préservation de l'espace de mobilité du fleuve Loire, notamment en visant à :

- préserver les capacités d'érosion latérale,
- limiter les protections de berges et restaurer la mobilité latérale du lit.

Compatibilité des schémas départementaux des carrières : le schéma départemental des carrières de la Loire devra être compatible ou rendu compatible sous trois ans avec l'objectif de préservation de l'espace de mobilité du fleuve Loire identifié par le SAGE Loire en Rhône Alpes. Pour rappel, aucunes nouvelles extractions de granulats, ni extension des exploitations ne sera possible dans cet espace (arrêté du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières).

Compatibilité des documents d'urbanisme : Les documents d'urbanisme tels que les SCOT, PLU et cartes communales, devront être compatibles ou rendus compatibles, sous trois ans, avec l'objectif de préservation de l'espace de mobilité du Fleuve Loire identifié par le SAGE Loire en Rhône Alpes.

L'espace de mobilité du fleuve Loire pourra, par exemple, être classé en zones N ou A dans les PLU.

Compatibilité des décisions prises dans le domaine de l'eau : Les décisions d'aides financières dans le domaine de l'eau des collectivités territoriales et de leurs groupements, les autorisations et déclarations délivrées au titre de la loi sur l'eau (article L. 214-2 du Code de l'environnement) ou les enregistrements, déclarations ou autorisations délivrés au titre de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement (article L. 512-1 du Code de l'environnement) devront être compatibles avec l'objectif de préservation de l'espace de mobilité du fleuve Loire identifié par le SAGE Loire en Rhône Alpes.

Le SAGE ne propose aucune servitude d'utilité publique.

L'espace de mobilité peut faire l'objet d'acquisition foncière notamment dans le cadre de la politique Espaces Naturels Sensibles du Département de la Loire.

L'identification d'un espace de mobilité par le SAGE ne modifie pas les pratiques de remise en état des terrains suite aux crues : nettoyage du terrain des matériaux déposés par la crue, comblement des excavations laissées par les crues.

Le prélèvement de matériaux reste interdit dans la Loire au titre de la police de l'eau.

L'entretien des ouvrages hydrauliques existants (digues, levées, merlons, etc.) dans l'espace de mobilité est possible sans modification de leur géométrie. C'est en particulier le cas des bandes séparatives évitant la capture de certaines grandes gravières comme celles de Marclopt et Unias.

Localisation : espace de mobilité du fleuve Loire entre le barrage de Grangent et le barrage de Villerest (cf. carte n°43 « Espace de mobilité du fleuve Loire de l'atlas cartographique »)

Pour mémoire, sont situées hors de l'espace de mobilité :

- les digues agricoles de l'ASA du Forez qui sont toutes classées au titre de la sécurité des ouvrages;
- les sièges d'exploitations agricoles actives;
- les secteurs soumis à des zonages d'urbanisme autorisant l'urbanisation ou la construction;
- les carrières actives ou encore non récolées au 31 décembre 2011.

Synthèse des échanges

Disposition à conserver pour rappeler l'existence de cet espace de mobilité. Regarder si des mises à jour seraient nécessaires au regard du nouveau SDAGE et du schéma régional des carrières AuRA.

Propositions :

Vérification faite, **le SRC AuRA** fait référence à l'arrêté ministériel de 1994 interdisant toute extraction dans les lits mineurs des cours d'eau modifié par arrêté du 24 janvier 2001 interdisant les extractions **dans l'espace de mobilité** des cours d'eau, qu'il définit comme suit, art.11 :

« L'espace de mobilité du cours d'eau est défini comme l'espace du lit majeur à l'intérieur duquel le lit mineur peut se déplacer. L'espace de mobilité est évalué par l'étude d'impact en tenant compte de la connaissance de l'évolution historique du cours d'eau et de la présence des ouvrages et aménagements significatifs, à l'exception des ouvrages et aménagements à caractère provisoire, faisant obstacle à la mobilité du lit mineur. Cette évaluation de l'espace de mobilité est conduite sur un secteur représentatif du fonctionnement géomorphologique du cours d'eau en amont et en aval du site de la carrière, sur une longueur minimale totale de 5 kilomètres. »

Toutefois, les dispositions 1F-1 et suivantes du SDAGE 2022-2027 précise notamment pour les projets de carrières de granulats alluvionnaires en lit majeur situés **en dehors de l'espace de mobilité** du cours d'eau et les modalités de réduction des extractions sur le long terme, les conditions d'implantation et d'exploitation de ces carrières.

Analyse de compatibilité avec le SDAGE à réaliser pour mise à jour de la disposition

Disposition n°4.1.3 Réduire le débit et la charge des rejets d'eaux pluviales

Le contrôle des rejets au sortir d'une installation, d'un ouvrage, de travaux et d'activité et la limitation des débits au sortir d'une zone urbanisée, d'une zone de réorganisation de l'espace urbain, d'un aménagement ou d'une construction sont considérés comme des objectifs prioritaires du SAGE.

Compatibilité des décisions dans le domaine de l'eau :

Les zonages pluviaux doivent être compatibles avec les objectifs de ne pas aggraver les écoulements naturels avant aménagement et de limiter la charge polluante. Ils pourront alors préconiser les limites de débit spécifique fixées dans la règle n°5.

→ Règle n° 5 du règlement

Localisation : ensemble du périmètre du SAGE (cf. carte n° 46 de l'atlas cartographique).

Disposition n°4.1.4 Favoriser l'écoulement superficiel

Lorsqu'il y a nécessité d'aménager de nouveaux émissaires pour l'évacuation des eaux pluviales, les collectivités et les aménageurs favoriseront le choix d'un écoulement superficiel (fossés, noues).

La mise en place de la trame verte et bleue du Grenelle de l'environnement pourra être l'occasion de définir des zones naturelles en milieu urbain ou périurbain pouvant aussi être des corridors d'écoulement ou des zones de stockage des eaux pluviales.

Dans les secteurs déjà équipés de réseaux d'eau pluviale, l'écoulement superficiel peut être complémentaire pour des épisodes particuliers. Les "corridors d'écoulement" définis dans les zonages pluviaux et intégrés aux PLU (disposition 4.1.2) peuvent être utilisés à cet usage.

Localisation : périmètre du SAGE Loire en Rhône Alpes

Disposition n°4.1.5 Priorité à la gestion alternative des eaux pluviales

Il est recommandé que tout nouveau projet de construction, de réhabilitation urbaine ou de document d'urbanisme envisage prioritairement des solutions visant à limiter le ruissellement pluvial et recherche des alternatives au tout tuyau- dites « techniques alternatives » - pour la gestion des eaux pluviales.

La bonne conception et le bon fonctionnement de ces solutions passent nécessairement par :

- un choix de solutions et un dimensionnement adapté au site (prise en compte de la géologie, de la pédologie, en particulier des éventuelles faibles capacités d'infiltration des sols et sous-sol, prise en compte des pentes du territoire, etc.),
- l'analyse des impacts potentiels sur les milieux naturels et les risques d'inondation induits localement ou à l'aval, en fonctionnement normal, mais aussi en fonctionnement dégradé lors d'événements dépassant la capacité des ouvrages.
- la prise en compte dans la conception et l'information des maîtres d'ouvrages et usagers du site, en amont du projet, des règles de bon fonctionnement et d'entretien des ouvrages, et les éventuelles procédures pour que les ouvrages ne soient pas oubliés dans le temps.

Le SAGE invite les collectivités territoriales et leurs groupements en charge de la compétence Eaux Pluviales à demander des fiches d'entretien des projets liés aux techniques alternatives de gestion des eaux pluviales.

Le Département de la Loire fait une sensibilisation sur la bonne gestion des eaux pluviales et la promotion des techniques alternatives de gestion des eaux pluviales, qui pourrait prendre la forme suivante :

- émission de plaquettes d'information,
- émission d'un guide pour la gestion des eaux pluviales urbaines sur le territoire du SAGE
- recueil et retour d'expérience,
- visites de sites, réunions d'échange, colloques.

Synthèse des échanges

Regrouper ces dispositions pour afficher clairement la **priorité d'une gestion à la source** des EP, associée à un principe de limitation de l'imperméabilisation, notamment en cas de présence d'un PPR minier (SEM) et/ou de sols ne permettant pas une infiltration suffisante.

Avoir une **approche « systémique »** qui permette de faire le lien entre l'infiltration des EP in situ, le ZAN, la trame verte urbaine, la vie et la recharge des sols et des nappes (tenir compte des deux types d'infiltration possibles, superficielle, dans les nappes).

Mieux intégrer l'infiltration des EP dans les **Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP)** des PLU et les opérations de renouvellement urbain.

Concernant le **ZAN**, ne pas faire de disposition spécifique, mais s'orienter vers un **préambule** et un lien eau/sol renforcé et clairement affiché dans le futur SAGE (ralentir le cycle de l'eau, augmenter la capacité de rétention des sols).

Concernant la renaturation, ne pas pré-identifier des lieux mais plutôt **proposer des critères pour le choix des sites** au regard des enjeux milieux aquatiques.

En termes de rédactionnel, reprendre les mêmes termes et notions que ceux du ZAN (artificialisation, désimperméabilisation, renaturation, etc.).

Propositions :

- rédiger une **proposition de préambule**
- orienter la future disposition fusionnée sur un objectif de réduction de l'incidence des rejets d'eaux pluviales en privilégiant la **gestion à la source**
- veiller à **distinguer** les eaux superficielles « urbaines » et les eaux superficielles « rurales » (agglo, hors agglo)
- engager une réflexion sur des **critères de choix** de sites pour la renaturation

Règle n°5 « Réduire les rejets d'eaux pluviales »

Au vu de la topographie et des temps de concentration des bassins versants du territoire Loire en Rhône-Alpes, le SAGE demande à ce que le périmètre Loire en Rhône Alpes fasse l'objet d'une adaptation du SDAGE Loire Bretagne, comme cela est prévu dans la disposition 3D-2.

Le rejet des eaux de ruissellement résiduelles dans les réseaux (unitaires ou séparatifs) ou dans le milieu naturel, issues d'installations, travaux, ouvrages, activités (IOTA), devra respecter un débit acceptable par ces derniers.

Le débit spécifique ne devra pas aggraver les écoulements naturels avant aménagement, et être fixé suivant le milieu naturel, sans que cela puisse dépasser les valeurs suivantes :

(Débit calculé en l/s/ha de surface aménagée pour les aménagements de surface inférieure ou égale à 1ha et en l/s/ha de bassin versant intercepté pour les aménagements de surface supérieur à 1ha)

1. Pour les communes classées dans les secteurs collinaires (cf. annexe) : les débits de fuite dans les milieux naturels et les réseaux seront limités à 10l/s/ha.

2. Pour les communes classées dans les secteurs montagneux (cf. annexe) : les débits de fuite dans les milieux naturels et les réseaux seront limités à 15l/s/ha.

3. Pour les communes classées dans les secteurs de plaine et dans le secteur des coteaux urbanisés en amont des zones urbaines et la zone d'influence de la future A89 (Bassin Versant du Bernand, Hauts Bassin Versant du Gand, de la Loise et affluents rive droite de la Loire dans ce secteur) : les débits de fuite dans le milieu naturel et les réseaux seront limités à 5l/s/ha.

Dans tous les cas (1,2 et 3), le débit de fuite ne pourra être demandé en dessous de 2l/s.

Les volumes de rétention seront dimensionnés pour tous les événements pluvieux jusqu'à l'évènement d'occurrence 10 ans sur le territoire du SAGE, toutefois cette occurrence sera poussée à 30 ans dans les zones de forte urbanisation. Dans tous les cas, des valeurs plus contraignantes pourraient être édictées, notamment dans le cadre des Plans de Prévention des Risques Naturels d'Inondation.

La structure porteuse du SAGE élaborera une notice de mise en œuvre facilitant l'application et l'instruction de cette règle.

Dans tous les cas (1,2 et 3), cette règle pourra être adaptée par territoire, uniquement en fonction des résultats des études sur les eaux pluviales menées à l'échelle des bassins versants, prévues dans la disposition 4.1.1. La CLE devra valider ces nouvelles règles.

Synthèse des échanges

Règle n°5, réussite du principe de subsidiarité mais règle à réorienter pour plus d'infiltration et moins de rétention.

Attention, la règle n°5 ne s'applique plus sur les périmètre LFA, RdE et SEM.

[Lien vers le premier plan national d'actions pour la gestion des EP national](#)

Propositions :

- questionner les possibilités du SAGE pour ce qui est de **réglementer** les petits aménagements qui se situent **sous les seuils loi sur l'eau** (surface totale du projet, augmentée de la surface de la partie du bassin-versant interceptée < 1 ha).
- évaluer si la règle du SDAGE 2022 est toujours plus **restrictive**² que celle du SAGE et/ou toujours applicable localement (débit max autorisé : 3/l/s ha pour une pluie T10 et pour une surface imperméabilisée raccordée supérieure à 1/3 ha).
- préciser la rédaction de la règle pour les **extensions** et toutes autres modifications de l'existant (ex : réhabilitation de friches sur sols peu perméables et avec un foncier contraint).
- engager une réflexion pour conditionner **imperméabilisations nouvelles et objectifs de déracordement** aux réseaux EP dans certains secteurs prioritaires ? Point de vigilance : acceptabilité / faisabilité via le SAGE ? Via les SDAEP, oui, cf. Roannaise de l'eau (objectifs surfaciques de déracordement à la commune).

Disposition n°4.1.1 Réfléchir à la gestion des eaux pluviales à l'échelle des bassins versant

Le SAGE préconise une approche à l'échelle des bassins versants préalablement à l'élaboration des zonages pluviaux communaux, notamment afin de :

- Connaître le contexte du ruissellement sur le bassin versant (notamment, déterminer les zones de production, les corridors d'écoulement et les zones d'accumulation et en déduire les zones sensibles en termes de risque d'inondation et de gestion actuelle ou future des eaux pluviales.),
 - Réajuster au besoin et valider en CLE, les valeurs de débits de fuite demandés par la Règle n°5 du SAGE Loire en Rhône Alpes, en fonction de la fonctionnalité des milieux aquatiques et du risque d'inondation,
 - Alimenter la réflexion et donner des pistes d'actions aux zonages pluviaux à réaliser à l'échelle communale ou intercommunale.
- Les structures de bassins versants sont les plus à même de porter ces démarches.

Pour ce faire, le Département de la Loire propose un guide méthodologique à la réalisation d'une étude sur les eaux pluviales à l'échelle d'un bassin versant.

L'approche à l'échelle des bassins versants est conseillée avant la révision du SAGE.

Localisation: ensemble du périmètre du SAGE.

Disposition n°4.1.2 Généraliser l'élaboration des zonages pluviaux dans le territoire du SAGE et leur intégration dans les documents d'urbanisme.

Le SAGE Loire en Rhône-Alpes recommande une généralisation de l'élaboration des zonages pluviaux sur son territoire et invite à l'intégration par les collectivités territoriales ou groupements de collectivités compétentes en matière d'assainissement, des conclusions de ces zonages dans les règlements d'assainissement.

Le SAGE recommande l'intégration des conclusions de l'approche par bassin versant et rappelle la nécessité d'intégrer les zonages dans les documents d'urbanisme (SCOT et PLU).

Le SAGE préconise aux zonages et règlements qui en découlent (PLU, règlement d'assainissement) de porter une attention particulière à :

- la solidarité amont-aval et la cohérence de bassin versant en particulier en amont des principales zones urbaines (nécessité d'une réflexion intercommunale) en s'appuyant notamment sur les études menées à l'échelle des bassins versants ;
- La maîtrise des rejets par temps de pluie (eaux pluviales et déversoirs d'orage) vis à vis des risques de dégradations morphologiques et/ou qualitatives sur les milieux,
- l'identification et la préservation des corridors d'écoulement naturels (ou axes de ruissellement définis dans les pages suivantes) et la vérification de leur continuité à toutes les échelles (parcelles, zones, communes,...),
- l'identification et la gestion du cheminement de l'eau en mode dégradé (en cas de pluie exceptionnelle, d'obstruction des regards, etc.) : corridors d'écoulement artificiel définis dans les pages suivantes,
- la préservation d'espaces verts submersibles et leur utilisation pour la gestion des eaux pluviales en techniques alternatives ou en lieux de rétention supplémentaires en cas de dépassement des capacités des réseaux et bassins existants ou de fonctionnement en mode dégradé ;
- l'inscription, par exemple en emplacements réservés, des emprises des ouvrages publics de rétention et traitement à mettre en œuvre,
- la régularisation des rejets par temps de pluie (eaux pluviales et déversoirs d'orage) auprès de la Police de l'Eau au titre de l'antériorité.
- L'établissement de règles constructives visant à limiter le ruissellement et les risques induits d'inondation (cf. disposition 4.1.3 du présent PAGD), de dégradation des milieux et de saturation des ouvrages existants. Ces règles porteront par exemple sur :
 - la gestion du taux d'imperméabilisation selon des secteurs géographiques à distinguer au PLU. Le SAGE rappelle qu'un secteur présentant 10 % de surface imperméabilisée génère un débit de pointe de crue de près de 2 fois supérieur au même secteur à l'état naturel ;
 - la limitation des débits de fuite autorisés par hectare aménagé à une valeur au plus égale à celle qui est fixée dans le règlement du SAGE (article 5 du règlement du SAGE).
 - la fixation des volumes de rétention des ouvrages de stockage à une valeur au moins égale à celle qui est fixée dans le règlement du SAGE (article 5 du règlement du SAGE) et le calcul d'un volume de rétention indicatif par m²,

Le SAGE recommande que soit menée, par les collectivités et EPCI en charge de la compétence eaux pluviales, préalablement à la mise en place d'un service public de gestion des eaux pluviales urbaines et d'une taxe pour la gestion des eaux pluviales urbaines, une étude d'opportunité et propose de se référer au guide publié par le ministère du développement durable et aux autres documents diffusés par le GRAIE.

Localisation et Calendrier de mise en œuvre :

- Dans l'emprise territoriale du SAGE, il est préconisé que soient réalisés tous les zonages pluviaux dans un délai de 10 ans suivant la date d'approbation du SAGE et leurs conclusions intégrées aux PLU et règlements d'assainissement dans les 2 ans qui suivent.
- Ces délais sont ramenés à 5 ans pour l'élaboration des zonages pluviaux et 7 ans pour leur intégration aux PLU et règlements d'assainissement pour les communes appartenant à la liste jointe en annexe n°9 de présent PAGD (84 communes).

Synthèse des échanges

Une mise en œuvre globalement peu satisfaisante de ces dispositions dans les SCoT.

Objectif visé : le SAGE définit des orientations générales pour que les différents acteurs de l'eau travaillent **en cohérence** à leurs échelles respectives.

La priorité est la gestion des eaux pluviales **à la source**, et décliner dans chaque BV (favoriser la rétention in situ, pour améliorer la recharge des sols).

Pour la disposition 4.1.1, le SAGE doit permettre d'assurer une **meilleure cohérence** entre les logiques administratives (code de l'urbanisme) et de bassin-versant (code de l'environnement) sur les thématiques du ruissellement (BV) et des eaux pluviales (admin).

Idem **disposition 4.1.2**, comment adresser la problématique des compétences techniques et des périmètres d'intervention des différents intervenants (CT, EPCI) ? L'échelle des SCoT ne serait-elle pas la plus pertinente au final ?

La thématique des EP est complexe (technicité, financement, compétences administrative et multiplicité des interlocuteurs). La plus-value du SAGE serait donc, plus qu'un accompagnement technique, de faciliter la mise en cohérence des différentes démarches aux différentes échelles.

Disposition 4.1.3, revoir la disposition, il n'existe pas aujourd'hui de recollément entre les différents zonages et cartographies produits (idem pour la perméabilité des sols ?).

Propositions :

- Engager une **réflexion sur le rôle du SAGE** sur ces enjeux : pas de l'assistance technique, mais mettre en cohérence, aider à passer des schémas eaux pluviales aux schémas de planification (ex : les études ruissellement conduites à l'échelle des BV alimentent le SAGE qui en retour établit des prescriptions/demandes spécifiques vis-à-vis des documents d'urbanisme concernés dans ses avis de pseudo PPA ? Et/ou, le SAGE demande à être consulté en amont de toute réflexion EP, pour assurer la mise en cohérence de l'ensemble des acteurs, etc.).
- Promouvoir **l'observatoire** de l'environnement porté par EPURES et partager la connaissance.

Disposition n°4.1.6 Adapter l'occupation des sols dans les « corridors d'écoulement » et réduire la vulnérabilité en zones vulnérables aux écoulements

Le SAGE **préconise** une réflexion menée au niveau communal ou (de préférence) intercommunal, notamment dans le cadre de l'élaboration des SCOT et PLU, sur la manière :

- d'utiliser prioritairement les corridors d'écoulement pour la gestion des eaux pluviales. Il s'agit d'orienter les rejets d'eaux pluviales des nouvelles zones construites vers ces axes, en privilégiant l'écoulement superficiel de sorte qu'il reste connu des riverains et des services intervenants sur le site et de façon à limiter le linéaire de réseau « eaux pluviales »;
- de préserver la capacité d'écoulement et éventuellement de stockage de ces corridors et des zones d'accumulation des eaux de ruissellement (zones de rupture de pente, points bas topographiques...) :
- en y interdisant la construction,
- en fixant une distance de recul des constructions par rapport à l'axe du ruissellement,
- en aménageant si nécessaire les espaces publics existants de sorte qu'ils puissent assurer sans engendrer de risque excessif, le transfert des débits excédentaires lors des épisodes pluvieux exceptionnels dépassant les capacités de transfert ou de stockage des équipements existants (exhaussement des trottoirs par rapport à la voie, profil de chaussée en V, suppression des équipements fixes situés en travers de l'axe d'écoulement, aménagement des voies, espaces et réseaux adjacents de façon à ce que leur trop-plein rejoigne cet axe prioritaire en cas de pluie exceptionnelle, ...)
- de réduire la vulnérabilité des aménagements publics et de l'habitat en zones vulnérables aux écoulements.

La CLE rappelle l'importance de communiquer sur le risque d'inondation et de ruissellement (disposition n°4.2.2)

Localisation : ensemble du périmètre du SAGE

Définition des corridors d'écoulement naturel et artificiel :

Le SAGE demande qu'une cartographie des corridors naturels et artificiels soit réalisée à l'occasion des zonages pluviaux (cf. disposition n°4.1.2). Ces corridors seront définis comme étant :

- des zones naturelles (cours d'eau, talwegs principaux, fossés principaux, etc.) pouvant participer à l'écoulement des eaux pluviales ;
- des axes urbains existants (corridors d'écoulement artificiel).

Le réseau retenu doit avoir une cohérence hydrologique jusqu'à son débouché dans la rivière et si nécessaire un gestionnaire doit être désigné pour son entretien (commune, association existante, EPCI, syndicat de rivière...).

Lorsque les corridors retenus sont des zones naturelles on y associera une réflexion sur les corridors biologiques.

Disposition n°1.1.3 : Intégrer les zones humides dans les documents d'urbanisme

Compatibilité des documents d'urbanisme: Les schémas de cohérence territoriale (SCOT) et les plans locaux d'urbanisme (PLU), ainsi que les cartes communales doivent être compatibles ou rendus compatibles avec l'objectif de protection des zones humides et de préservation de leur état et de leurs fonctionnalités.

Il est rappelé que pour les documents d'urbanisme approuvés au jour de la publication de SAGE, ces documents doivent être rendus compatibles, si nécessaire, dans un délai de 3 ans.

- Pour cela, les zones humides doivent être connues à l'échelle parcellaire puis préservées:
 - dans le cas où le territoire est couvert par un inventaire global tel que prévu dans la disposition 1.1.1, le SAGE préconise la traduction de l'inventaire global à l'échelle parcellaire,
 - dans le cas où le territoire n'est pas couvert par un inventaire global tel que prévu dans la disposition 1.1.1, le SAGE préconise aux communes élaborant ou révisant leurs documents d'urbanisme de réaliser un inventaire des zones humides à l'échelle parcellaire, notamment dans le cadre de l'état initial de l'environnement.

Il est recommandé d'intégrer ces inventaires dans les documents graphiques des différents documents d'urbanismes (carte communale, PLU et SCOT), dans une ou des zones suffisamment protectrices et, le cas échéant, de préciser, dans le règlement ou dans les orientations d'aménagement, les dispositions particulières qui leur sont applicables en matière d'urbanisme.

Par exemple :

- Pour une carte communale : « zone non constructible » :
- Pour un PLU : « zone de type N » avec interdiction de toutes nouvelles constructions mais également de remblaiements, d'affouillements, d'exhaussements de sol ainsi que des travaux modifiant le régime hydraulique existant.
- Pour les SCOT : « espaces à protéger » dans le Document d'Orientations Générales.

- Si l'application des documents d'urbanisme, notamment du zonage ou règlement, entraîne des aménagements ou projets susceptibles d'affecter une ou des zones humides, les communes procèdent à leur délimitation précise (telle que décrite dans la circulaire interministérielle du 18 janvier 2010 relative à la délimitation des zones humides en application des articles L214-7-1 et R211-108 du Code de l'environnement) , afin de vérifier leur préservation.

Localisation : ensemble du périmètre du SAGE Loire en Rhône Alpes

Synthèse des échanges

Faut-il favoriser l'intégration des inventaires ZH dans les SCoT comme le projet de décret de modernisation des SAGE le prévoit à ce stade ? Plutôt dans les PLU, car actualisation des SCoT tous les 20 ans.

Faut-il prioriser certaines ZH (en TBV, ZH « naturelles », etc.) ? Toutes les ZH sont importantes, il faut avoir une vision transversale et systémique de leurs fonctionnalités naturelles et potentielles (tamponnage des crues, soutien d'étiage, trame verte urbaine et cadre de vie, etc.).

Bien préciser que l'inventaire de 2015 n'est **pas réglementaire** au titre du CE, mais qu'il s'agit bien d'une **suspicion** de présence ZH.

Dans le domaine des ZH également, la capacité à fournir des données précises et actualisées est déterminante pour favoriser la prise en compte des ZH dans les documents d'urbanisme.

Disposition 1.1.3 à réviser en lien avec **la commission thématique milieux aquatiques et biodiversité**

Propositions :

- actualiser l'inventaire de 2015 et en profiter pour aller en-dessous des 1 ha
- s'assurer que les PLU, dans leur règlement, restent bien dans le champ de l'urbanisme sur ce sujet

Disposition n°5.2.1 Réaliser des schémas stratégiques d'alimentation en eau potable et d'assainissement à l'échelle des SCOT

Compatibilité des documents d'urbanisme: Les schémas de cohérence territoriale (SCOT) doivent être compatibles ou rendus compatibles, sous trois ans, avec l'objectif d'un développement territorial tenant compte de la protection de la qualité des eaux et du partage de la ressource (satisfaction des besoins des milieux et de l'ensemble des usages).

Pour cela, le SAGE préconise aux structures élaborant ou révisant les SCOT :

- de prendre en compte les résultats des études adéquation besoin/ressource (disposition n° 3.2.1) et les schémas directeurs d'assainissement, conduits à l'échelle des bassins versants, quand ils sont établis,
- de réaliser un schéma stratégique d'alimentation en eau potable et d'assainissement, visant à ajuster la potentialité et la nature de leurs projets de développement avec :
- la disponibilité et la capacité des ressources en eau mobilisables,
- la sensibilité des milieux récepteurs.

Les conclusions de ces analyses doivent être prises en compte dans les orientations de développement territorial.

Les structures de bassins versants sont associées à la réalisation des schémas stratégiques d'alimentation en eau potable et d'assainissement.

Disposition n°3.2.1 Analyser l'adéquation « besoin/ressource » en eau

Le SAGE recommande que toutes les structures de bassins versants se dotent d'une étude précise sur l'adéquation ressource/besoins (usages et milieux), sur la base d'un modèle de cahier des charges (cf. annexe n° 8 du présent PAGD). Le SAGE encourage vivement, les structures de bassins versants, à réaliser cette étude avant la révision du SAGE.

Il s'agit, notamment :

- de connaître la ressource en eau réelle, influencée et mobilisable du territoire,
- d'établir un diagnostic des besoins quantitatifs des milieux aquatiques,
- d'établir un diagnostic des besoins humains actuels et futurs (domestiques, industriels, agricoles, etc.),
- d'identifier les marges de manœuvre pour améliorer si nécessaire la situation des milieux puis envisager des solutions pour une meilleure satisfaction des différents usages. Il s'agira de déterminer ou approcher un volume/débit qui peut être prélevé sur la ressource sans compromettre le maintien d'un débit suffisant dans les cours d'eau (débit minimum biologique),
- de tenir compte de la faisabilité technique et économique,
- de donner des recommandations pour limiter ou adapter l'urbanisation et certains types de cultures consommatrices en eau sur les secteurs critiques du bassin versant en termes de ressource et de débit d'étiage. Ces recommandations devront être reprises dans les SCOT et les PLU.

Des comités de pilotage rassemblant l'ensemble des usagers de l'eau (syndicats AEP, agriculteurs, associations de protection de la nature, industriels, propriétaires, SCOT, etc..) et la structure porteuse du SAGE, sont invités à suivre la réalisation de ces études.

Les résultats de ces études (répartition des volumes et débits d'eau par exemple) seront pris en compte dans le nouveau SAGE lorsque celui-ci sera révisé (horizon 6 ans).

Compatibilité des documents d'urbanisme : les SCOT, les PLU, les cartes communales doivent être compatibles ou rendus compatibles, sous trois ans, avec l'objectif d'adéquation de la ressource et des besoins en eau en s'appuyant notamment sur les conclusions des études précédemment décrites, lorsqu'elles existent.

Rappel : les documents d'urbanisme doivent également être compatibles avec les conditions d'importation d'eau potable de la disposition 1.4.1.

Les études « adéquation besoin/Ressource » pourraient conclure à la nécessité d'équipements (transfert d'eau, retenue de substitution, etc.). D'autres considérants peuvent être pris en compte, telle que la qualité des eaux. Les retenues de substitution ne doivent pas être envisagées pour l'alimentation en eau des collectivités territoriales en raison de l'altération de la qualité des eaux de ce type de retenue en période d'étiage (eutrophisation, présence d'ammonium...).

Le projet d'équipement ne doit être envisagé que si les autres solutions (recherche de ressource locale, reconquête de la qualité de l'eau des captages existants, etc.) apparaissent inadaptées (techniquement et financièrement).

Localisation : bassins versants de la totalité des affluents principaux de la Loire au sein du périmètre : Semène, Furan, Ondaine, Coise, Loire, Toranche, Rhins, Trambouze, Renaison, Oudan, Aix, Lignon, Mare, Bonson. (cf. Carte n°15 « principaux bassins versants » de l'atlas cartographique)

Synthèse des échanges

La disposition 5.2.1 a été basculée dans la thématique Eau et urbanisme.

La disposition 3.2.1 sera traitée dans la thématique « quantitative », en lien avec le PTGE.

De manière plus générale, il convient **d'attendre les résultats de l'étude HMUC** avant d'engager les réflexions sur ces dispositions, notamment pour les secteurs qui seront identifiés en tension actuelles ou futures et pour lesquels les capacités en AEP/ASS pourraient venir limiter l'urbanisation (suite à HMUC, justification de non compatibilité des projets d'aménagement si AEP/ASS problématiques, éventuellement au titre du R-151.31, insalubrité).

Propositions :

- Attendre à minima les résultats de la phase 2 de l'étude HMUC (diagnostic, été 2004)

Disposition n° 1.4.1 Conditionner les prélèvements et les nouvelles importations en eau potable

La CLE souhaite:

- mieux responsabiliser les acteurs du territoire vis-à-vis de l'importance de l'eau (maîtrise de la demande, amélioration de la qualité des eaux, gestion équilibrée de la ressource),
- ne pas pénaliser les territoires limitrophes qui partagent les mêmes ressources (vallée du Rhône, de la Saône, Haute-Loire).
- privilégier le recours à la ressource locale et appelle les acteurs à mettre en œuvre les moyens nécessaires à sa pérennité.

1. Le SAGE affirme que l'eau du territoire du SAGE bénéficie prioritairement à l'alimentation en eau potable domestique et aux milieux.
2. Les études « adéquation besoins/ressource » (Disposition 3.2.1 du présent PAGD) permettent une maîtrise de la demande et rechercheront une gestion équilibrée de la ressource.
3. Le recours à de nouvelles* importations** doit être motivé uniquement par la sécurisation, la satisfaction de l'usage AEP domestique, considéré comme prioritaire, ou s'il permet une amélioration de la fonctionnalité des milieux.

* "Nouvelle" s'entend comme nécessitant un accroissement ou une nouvelle autorisation de prélèvement et/ou la signature d'une nouvelle convention de fourniture d'eau ou l'extension de capacité de fourniture d'une convention existante au-delà de la capacité des infrastructures existantes.

**Notion d'importation : il y a importation d'eau lorsque l'on prélève une eau souterraine extérieure au bassin de la Loire ou une eau de surface à l'aval du territoire du SAGE ou hors du bassin hydrographique de la Loire. En revanche, il n'y a pas importation d'eau lorsqu'il y a prélèvement sur un bassin versant amont du SAGE qui naturellement alimente le territoire du SAGE. Par exemple, avec une telle définition l'alimentation de l'eau via le barrage de Lavalette n'est pas considérée ici comme une importation d'eau.

Compatibilité des décisions dans le domaine de l'eau : les IOTA, les programmes et décisions des collectivités ou de leurs groupements prises en matière d'eau potable, les schémas départementaux en eau potable doivent être compatibles avec les objectifs formulés en 1) et 3). Dans le but de s'assurer de cette compatibilité, il est vivement recommandé aux collectivités territoriales ou leurs groupements de demander un avis de la CLE sur la base d'un dossier technique.

Compatibilité des documents d'urbanisme : les SCOT, PLU et cartes communales doivent être compatibles avec les objectifs formulés en 1) et 3).

Localisation : ensemble du périmètre du SAGE Loire en Rhône Alpes

Synthèse des échanges

Cette disposition pose une question **d'équité territoriale**. La solidarité entre bassin-versants (même hors SAGE) reste indispensable pour le maintien des activités, tout particulièrement dans certains territoires des monts du Lyonnais.

Disposition 1.4.1 à traiter en lien avec la thématique **gestion quantitative**.

Ré-orienter la disposition sur les **enjeux de sécurisation AEP** : zones de montagne sous citernage, captages sur sources, et la zone Montbrison / Feurs par rapport à leur alimentation sur le canal du Forez / gestion de Grangent. La sécurisation **ne peut pas reposer sur Grangent** (la question de la qualité des eaux, dans le cas général ou lorsque les débits dans le canal sont moins élevés, pose question)

Propositions :

- Réévaluer les incidences de cette disposition en termes d'équité territoriale (et engager une réflexion sur des conditions de dérogations liées à la maîtrise de la demande ?)
- Faire un bilan des zones en tension sur l'approvisionnement AEP depuis 2015

Disposition n°4.2.1 Protéger les zones naturelles d'expansion de crue

Connaissance des zones d'expansion de crues :

Le SAGE incite vivement à ce que la cartographie des zones inondables réalisée par l'Etat, identifie et délimite les zones naturelles d'expansion de crue, telle que définies dans la circulaire du 24 janvier 1994.

Préservation et gestion :

En dehors des secteurs déjà urbanisés, le SAGE fixe comme objectif la préservation des zones d'expansion de crue de tout aménagement entraînant leur réduction et/ou une augmentation de leur vulnérabilité.

Compatibilité des documents d'urbanisme : les SCOT, les PLU, les cartes communales doivent être compatibles ou rendus compatibles, sous trois ans, avec l'objectif de préservation des zones d'expansion de crues, en adoptant, par exemple, un classement et des règles permettant de répondre à ces objectifs.

Compatibilité des décisions dans le domaine de l'eau : Les PPRNI doivent être compatibles ou rendus compatibles, sous cinq ans, avec l'objectif de préservation des zones d'expansion de crues.

Sur les zones urbanisées, le SAGE invite les collectivités et leurs groupements à réfléchir à leur reconquête.

La CLE s'associe à l'élaboration des plans de gestion des risques d'inondation (PGRI).

Localisation : périmètre du SAGE Loire en Rhône Alpes

Synthèse des échanges

Sinon le risque inondation, les ZEC constituent des **zones infiltration privilégiée pour la recharge des nappes**, mais il est aujourd'hui nécessaire de les connaître et de les **cartographier**.

La disposition est à maintenir en l'état.

Propositions :

- Faire le lien avec la DDT, service risque inondation, également avec les territoires pour évaluer leurs niveaux de connaissances, attentes et besoins en la matière. Une cartographie est-elle envisageable à court terme ?

Calendrier de travail 2024

Seconde réunion de la Commission à caler sur la seconde quinzaine de mai

mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre
R2				R3			R4

Action	Contenu	Echéance
Dernière minute ! Analyse du projet de décret de modernisation des SAGE sur le volet eau et urba	Consultation du public du projet de décret relatif aux schémas d'aménagement et de gestion des eaux	R2
Lister les thématiques « eau » destinées prioritairement aux SCoT et/ou aux PLU	Têtes de BV, ZH, EP, etc., quelle est la bonne échelle ? Le SCoT ou le PLU(i) ?	R2
Rédiger une proposition de préambule pour la future disposition regroupant les 4.1.3, 4.1.4, 4.1.5	Priorité GEP à la source, cycle de l'eau et sols ³	R2
Dresser un état des lieux des connaissances actuelles sur les ZEC	Echanges avec les services risque inondation de la DDT, des EPCI, EPL, etc.	R4
Dresser un bilan des zones en tension (citernage) sur l'approvisionnement AEP depuis 2015	Echanges avec l'ARS, le MAPEA, etc.	R3
Rédiger une proposition de disposition en vue de faire contribuer la CLE de manière systématique à l'élaboration des documents de planification (SCOT et PLU-I) même si le SAGE est en cours de révision	Regarder ce qui s'écrit dans les derniers SAGE approuvés sur le sujet	R2
Promouvoir l'observatoire de l'environnement porté par EPURES et partager la connaissance	Travaille sur l'ergonomie de l'outil avec EPURES	R3
Engager une réflexion sur le rôle du SAGE en matière de gestion des eaux pluviales à l'échelle des bassins versant (mise en cohérence des acteurs et actions, faciliter	Analyse des dernière évolutions réglementaires	R3

³ Pour information : <https://www.geoportail.gouv.fr/donnees/carte-des-sols> et description des typologies : https://www.gissol.fr/fiches_geoportail/fiches_descriptives GER.pdf

la retranscription des schémas eaux pluviales dans la planification, etc.)		
Analyse de compatibilité avec le SDAGE de la disposition n°1.6.2 « préserver l'espace de mobilité du fleuve Loire entre le barrage de Grangent et le barrage de Villerest »	Echanges avec le STB, DREAL, carriers ligériens	R3
Evaluer les possibles conséquences de la disposition n° 1.4.1 « conditionner les prélèvements et les nouvelles importations en eau potable cette disposition » au regard des résultats de l'étude HMUC dans les secteurs Monts du Lyonnais	A l'appui des résultats du diagnostic HMUC sur les UG Coise, Loire, Rhins	R3
Réévaluer la règle n°5 au regard de la disposition du SDAGE 2022 et des SDGEP présent sur le territoire (SEM, LFA et RdE)	Constitution d'un groupe de travail technique dédié ?	R4
Engager une réflexion sur des critères de choix de sites « milieux aquatiques » pour la renaturation	Constitution d'un groupe de travail dédié et à intégrer dans les réflexions de la CT Milieux	R4